

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/133/Rev.1

2 juin 2004

(04-2337)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: français

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

MALI

Rapport du gouvernement

Révision

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement du Mali est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Mali.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. SITUATION PHYSIQUE ET INSTITUTIONNELLE	7
(Situation géographique, superficie, densité, découpage géographique nationale, climat, population, taux de natalité, de mortalité, nature du régime politique (laïque, démocratique et pluraliste), appartenance aux organisations internationales (ONU, UEMOA, CEDEAO, OHADA, OMC))	
II. PRÉSENTATION DU CADRE SOCIO-ÉCONOMIQUE	7
1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	7
2) INDICATEURS DEMO ET MACROECONOMIQUES RECENTS	7
3) INDICATEURS SOCIAUX	9
4) PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2004-2006	9
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES	10
A) ANALYSE DES POLITIQUES SECTORIELLES	10
1) SECTEUR RURAL	10
a) Agriculture	11
b) Élevage et Pêche	12
2) SECTEUR INDUSTRIEL	12
3) SECTEUR MINIER	13
4) SECTEUR TOURISTIQUE	14
5) SECTEUR DE L'ÉNERGIE	15
6) SECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	16
7) SECTEUR DES TRANSPORTS	16
8) SECTEUR DE L'ARTISANAT	17
9) SECTEUR DE LA CULTURE	17
B) ANALYSE DU CADRE DE FORMULATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE PRATIQUES COMMERCIALES	18
<i>Objectifs généraux et spécifiques de la politique commerciale</i>	18
<i>Les instruments de la politique commerciale</i>	19
Mesures législatives et réglementaires	19
- Commerce intérieur et extérieur	19
- La politique de la concurrence	20
- La fiscalité intérieure	20
Mesures tarifaires	21
<i>Les accords cadres de la politique commerciale</i>	21
Les accords commerciaux bilatéraux	21
Les accords commerciaux régionaux	21
Les accords commerciaux multilatéraux	22
1) ENGAGEMENTS DU MALI A L'OMC	22
a) Commerce des marchandises	22

	<i>Page</i>
b) Commerce des services	22
c) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	22
2) LES OBLIGATIONS	23
a) Notifications	23
b) Examen de politique commerciale	23
3) PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE L'OMC	23
<i>Assistance technique liée au commerce</i>	23
IV. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS	24
V. CONCLUSION	24
LISTE DES ACRONYMES	5

LISTE DES ACRONYMES

DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.

MICA : Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

MICT : Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports.

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances.

SG : Secrétariat Général.

PMA : Pays les Moins avancés.

JITAP : Programme Conjoint d'Assistance Technique au commerce.

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

CCI : Centre International du Commerce.

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement.

FMI : Fonds Monétaire International.

UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africaine.

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Occidentale.

OHADA : Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.

BOAD : Banque Ouest Afrique de Développement.

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique Occidentale.

TCI : Taxe Conjoncturelle d'Importation.

TDP : Taxe Dégressive de Protection.

R S : Redevance Statistique.

PCS : Prélèvement Communautaire de Solidarité.

PVI : Programme de Vérification des Importations.

TEC : Tarif Extérieur Commun.

AGOA : Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique.

PDSC : Politique de Développement du Secteur Coton

DNSI : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

PPTE : Pays Pauvre Très Endetté.

CSLP : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

CILSS : Centre Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel.

I. SITUATION PHYSIQUE ET INSTITUTIONNELLE

1. Situé au cœur de l'Afrique Occidentale, le Mali est un vaste pays enclavé avec comme voisins frontaliers : l'Algérie, la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Niger. Il s'étend sur une superficie de 1.241.000 Km². La population a été estimée à en 2003 à 11,1 millions d'habitants avec une prédominance du sexe féminin (50,5%). Bamako est sa capitale. La densité est de 8,9 habitants au Km² et le taux d'accroissement de la population est de 2,2%.

2. La population est inégalement répartie sur le territoire national. Le sud moins étendu est fortement peuplé à cause de l'existence de la terre arable et d'une pluviométrie relativement bonne. Le Nord, très vaste est d'une densité très faible à cause d'un climat aride et semi aride. Le découpage administratif fait ressortir huit régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal) et le District de Bamako. Le pays compte 703 communes. Il est divisé en trois zones climatiques, du sud au nord : la zone soudanienne, la zone sahélienne et la zone saharienne. Les précipitations sont importantes dans le sud du pays et diminuent au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord.

3. Conformément à la Constitution de 1992, le Président de la République est le chef de l'Etat. Il est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Le Président actuel Amadou Toumani TOURE est à son premier mandat. Il a été investi le 8 juin 2002. Le Président de la République nomme le Premier Ministre qui est le chef du gouvernement.

4. Le Mali, pays souverain et fidèle à sa constitution est membre de plusieurs organisations internationales et régionales (ONU, OMC, UA, OHADA). Il est également membre d'organisations sous régionales d'intégration ayant pour objectif le développement des relations économiques et commerciales : UEMOA, CEDEAO, Liptako Gourma, CILSS, CEN-SAD etc.

II. PRÉSENTATION DU CADRE SOCIO- ÉCONOMIQUE

1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

5. Depuis son premier examen de politique commerciale en 1998, l'économie malienne reste sujette à beaucoup de facteurs qui jouent sur sa politique de développement. Parmi ces facteurs, les plus importants sont entre autres:

- le facteur climatique caractérisé par une pluviométrie irrégulière d'une année à l'autre et dont le niveau influe sur la production;
- l'environnement international dont les paramètres sont difficiles à maîtriser. Il s'agit entre autres de la détérioration des termes de l'échange, des fluctuations monétaires, de l'instabilité politique etc.

Tous ces facteurs ont une influence négative sur les variables macroéconomiques.

2) INDICATEURS DEMO ET MACROECONOMIQUES RECENTS

6. Le Gouvernement du Mali a adopté en mai 2002 le document final du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) couvrant la période 2002-2006. Il a fait de ce document le cadre unique des politiques et stratégies à moyen terme et le référentiel de négociations avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

7. En 2003, le taux de croissance économique a été de 6,1% contre 4,2% en 2002. Cette croissance est essentiellement imputable au secteur primaire (avec 19,1% en 2003 contre -8,5% en

2002) ; notamment l'agriculture qui a connu une croissance de 33,4% contre une prévision de -7,9%. Parallèlement à la croissance économique, le croît démographique est maîtrisé autour d'un taux moyen annuel de 2,2%.

8. Le PIB par tête d'habitant a été de 233.000 francs CFA en 2003, contre 220.000 francs en 2002. L'inflation moyenne mesurée par la variation annuelle de l'IHPC (moyenne 12 mois) a été de -1,3% contre 5,0% en 2002.

9. Quant aux finances publiques, elles se sont caractérisées par un déficit base caisse dons exclus de 118,9 milliards de FCFA, soit 4,8% du PIB en 2003 contre 7,4% en 2002. Cette amélioration est due surtout à une plus grande maîtrise des dépenses qui n'ont progressé que de 2% alors que les recettes ont augmenté de 17% entre 2002 et 2003. Cependant les dépenses d'investissement restent toujours dominées par le financement extérieur (69,3%) dont les prêts constituent plus de la moitié.

10. L'encours de la dette publique extérieure à moyen et long termes avant allègement, est estimé à 1 765,9 milliards de FCFA dont 1 300,7 milliards de FCFA au titre de la dette multilatérale (soit environ 73,7 %) et 465,2 milliards au titre de la dette bilatérale (soit 26,3%).

11. Au niveau du réel, c'est le secteur primaire qui a tiré le plus la croissance en 2003 avec 19,1% contre -3,6% en 2002 ; il est suivi du tertiaire avec 3,5%. Quant au secondaire, il a participé négativement à la croissance de 2003 avec -9% contre 19% en 2002.

12. Suite, à la bonne pluviométrie de la campagne 2003/2004, le secteur primaire (socle de l'économie malienne) a connu une croissance de 19,1% en 2003 contre -8,5% en 2002. Cette croissance est tirée essentiellement par la branche agriculture qui a connu la plus forte croissance avec 33,4%. Cependant, l'économie reste toujours vulnérable aux aléas climatiques.

13. Le secteur secondaire quant à lui a réalisé en 2003 un taux de croissance de -8,9%, contre 18,9% en 2002, suite aux faibles performances des branches « Industrie extractive » avec -18,8% et « Industrie manufacturière » avec -6,9%.

14. La valeur ajoutée du tertiaire est passée d'un taux de croissance de -0,4% en 2002 à 3,5% en 2003. Avec l'adaptation des opérateurs économiques aux nouveaux axes de transport et surtout avec la relance des activités de télécommunication (démarrage des activités de la société de téléphonie cellulaire « Ikatel ») ; une reprise dans les branches des « transports et télécommunications » et « commerce » a été observée en 2003 avec respectivement 11% et 2%.

15. Le solde des paiements extérieurs du Mali reste toujours excédentaire en 2003, mais comparé à son niveau de 2002, il est en nette dégradation liée essentiellement à la baisse des exportations consécutives, à la chute de la production d'or en 2003 et des problèmes d'évacuation du coton déjà vendu.

16. La détérioration du solde des transactions courantes (-24,0 milliards de FCFA) suit l'évolution du solde commercial qui s'est établi à -25,9 milliards de FCFA en 2003, contre +97,6 milliards de FCFA en 2002. Cette contre performance découle de la diminution des exportations d'or de 86,7 milliards de FCFA, simultanément à l'augmentation des importations CAF de 87,7 milliards de FCFA.

Tableau

Rubriques/Années	2002	*2003	*2004
Exportations	617,6	541,6	591,1
Importations	520,0	567,5	607,2
Balance commerciale	97,6	-25,9	-16,1

*: les statistiques de 2004 sont des prévisions et ceux de 2003 sont en cours d'homologation.

17. De façon générale tous les secteurs de l'activité économique réelle sont marqués par l'existence d'un secteur informel dont la part ne cesse de croître dans le PIB. Les activités du secteur tertiaire notamment le commerce ressentent le plus l'impact de l'informel.

3) INDICATEURS SOCIAUX

18. Selon le rapport de la première année de mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) les indicateurs sociaux se présentent comme suit:

- sur le plan de la santé, le niveau d'atteinte des objectifs en matière de couverture sanitaire est moyennement satisfaisant. Par contre, d'autres indicateurs du système sanitaires liés entre autres aux facteurs socio- culturels notamment la faiblesse quantitative et qualitative des ressources humaines et l'insuffisance de leur motivation demeurent un problème majeur. En année 2003, le pourcentage de population ayant eu accès aux structures sanitaires dans un rayon de 15 kilomètres a été évalué à 73 %. Pendant cette même période, le taux de couverture vaccinale DTCP3 chez les moins de 1 an est estimé à 75% ;
- concernant l'éducation, on constate la persistance de la faible qualité du système éducatif en dépit de l'amélioration du ratio élève /maître qui se chiffre à 61% en 2002. Il y a une insuffisance de salles de classes et des professeurs dans les Instituts de Formation des Maîtres. L'objectif de recrutement de 2500 enseignants par an est loin d'être atteint. Le taux d'alphabétisation des adultes ou éducation spéciale est très faible (34% en 2003). Le taux brut de scolarisation au niveau du 1^{er} cycle de l'école fondamentale est estimé environ à 68, % en 2003.
- la pression démographique, la pauvreté, la pollution et les coûts des infrastructures tendent à diminuer l'accès à l'eau potable. Pour ces raisons les maladies liées à l'eau sont fréquentes. Les actions menées dans le secteur courant 2002-2003 ont révélé 24 562 points d'eau modernes dans 20.512 localités sur le territoire national., ce qui a permis d'estimer le pourcentage de villages bénéficiant d'au moins un point d'eau moderne à 84% et celui des populations disposant d'eau potable à 61,6%.

4) PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2004-2006

19. Ainsi, cette période devrait être marquée par une reprise de la croissance économique, 5,6 % en moyenne impulsée par la relance des productions industrielles, un accroissement de la consommation des ménages et une stabilisation de la conjoncture internationale, avec notamment la fin de la crise ivoirienne.

20. Pour atteindre ces objectifs la priorité devrait être accordée entre autres :

- A la promotion des filières porteuses ;

- Au renforcement des infrastructures de base : la mise en place de zones industrielles viabilisées et le renforcement des capacités énergétiques et de communications du pays constituent des leviers pour la relance de nos industries locales ;
- A la mise en place d'un système de financement plus souple : les industriels pensent que les conditions d'octroi des crédits au profit des partenaires industriels par les banques sont difficiles et que les taux appliqués pour les investissements sont trop élevés. Des échanges d'expérience avec d'autres pays pourraient être bénéfiques à ce niveau pour la mise en place d'un système de financement des investissements plus adapté au Mali (Fonds National d'Investissements, Banque des PME/PMI).
- Le développement et la valorisation des ressources humaines ;
- La rénovation du cadre politique, la bonne gouvernance et la décentralisation.

III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES

21. Le domaine de pertinence de la politique commerciale reste l'économie tout entière qui est un tout indivisible. Une analyse complète d'une telle politique nécessite, compte tenu de l'interdépendance des phénomènes économiques, une meilleure compréhension des politiques menées au niveau des secteurs qui ont un potentiel d'offres exploitables ou un effet induit sur le commerce.

A) ANALYSE DES POLITIQUES SECTORIELLES

22. Les efforts actuels du gouvernement du Mali s'inscrivent dans la dynamique du modèle de développement prônée par notre pays depuis bientôt quelques années. Il s'agit de poursuivre le désengagement de l'État dans certains secteurs clés au profit du secteur privé conformément aux objectifs fixés dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Cette situation confère à ce secteur, une responsabilité nouvelle et un rôle prépondérant dans l'activité économique nationale. Ainsi, l'État, conformément à cet esprit, se désengage progressivement de certains maillons en faveur du secteur privé. Pour cette raison, plusieurs sociétés et entreprises d'État ont été privatisées où sont en cours de l'être.

23. Le Conseil des Ministres du 16 juin 1999 a adopté un plan d'action de la réforme des entreprises publiques pour la période 1999-2002. Ce plan d'action avait pour objectif de réduire le nombre des entreprises publiques non bancaires dans le portefeuille de l'État de 33 à 18 entre 1998 et 2002.

24. L'exécution de ce plan d'action donne la situation suivante des entreprises en cours de privatisation. Il s'agit de : l'HUICOMA, l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP), les Aéroports du Mali, la SOTELMA, la BIM-SA, la CMDT et la COMANAV.

25. Si dans certaines sociétés, l'État a cédé entièrement ses parts, dans d'autres par contre, il est présent avec une participation minoritaire. La résultante de toutes ces actions visent à soutenir des mesures de libéralisation commerciales destinées à stimuler la production dans les différents secteurs et d'accroître la confiance des milieux internationaux dans l'économie.

1) SECTEUR RURAL

26. Le secteur rural, avec une part prépondérante d'environ 45% dans le produit intérieur brut occupe une place importante dans l'économie. La politique de développement et de libéralisation est définie par le schéma Directeur du Développement Rural. Les objectifs assignés au secteur du

développement rural à l'horizon 2010 s'inscrivent dans les objectifs généraux de développement et de lutte contre la pauvreté au Mali qui sont:

- augmenter la contribution du secteur à la croissance économique du pays par l'accroissement durable du volume de la production agricole et alimentaire;
- renforcer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire en créant un environnement économique social et institutionnel du secteur rural favorable à la production durable de biens et services par des acteurs motivés et organisés;
- améliorer les revenus et les conditions de vie des populations rurales par la promotion des filières agroalimentaires et des services financiers d'intermédiation appropriés, et par l'accès aux services sociaux et agricoles de base;
- protéger l'environnement et assurer une meilleure gestion des ressources naturelles par le développement d'un corps de lois, règlements et d'institutions impliquant la participation de tous les acteurs et le renforcement des capacités des acteurs.

a) Agriculture

27. L'agriculture constitue l'épine dorsale de notre économie. Elle a représenté 33,8 % du PIB au cours de la campagne 2002/2003. Elle reste fortement tributaires des aléas climatiques.

28. Pour améliorer le développement agricole, le Gouvernement envisage l'aménagement de près de 50.000 d'hectares d'ici 2007 et la construction de barrages.

29. La réalisation de ces aménagements permettra d'augmenter considérablement la production de sucre, de riz, des fruits et légumes. Il est prévu aussi une politique de vulgarisation des semences adaptées aux conditions climatiques locales pour les céréales sèches comme le mil, le sorgho et le maïs.

30. Pour le cas spécifique des fruits et légumes et certains produits de cueillette, l'objectif à terme est de créer de la valeur ajoutée donc des emplois par la transformation, la commercialisation et le transport.

31. Concernant le coton, il constitue la principale production agricole de rente au Mali et occupe directement près de 3 millions de personnes. Le secteur cotonnier apparaît donc comme le premier pourvoyeur d'emplois. Le coton représente environ 14% du PIB au Mali et fournit 98,8% des recettes d'exportation agricole.

32. A côté des emplois liés à sa culture, le coton, de par ses effets induits, génère de nombreux autres emplois dans les usines d'égrainage, de textiles, les huileries et fabrique d'aliment bétail, le transport et l'artisanat.

33. Le développement de la culture du coton a contribué à l'aménagement des infrastructures dans les zones rurales par la construction des pistes rurales, des ponts, des points d'eau potable, des écoles, des centres de santé et autres infrastructures communautaires. La culture du coton contribue également à l'autosuffisance alimentaire par la promotion des cultures vivrières qu'elle assure.

34. Toutes ces actions ont contribué à améliorer les conditions de vie des populations vivant dans ces régions et favorisé leur intégration dans le processus de développement économique et social.

35. La production d'huile de coton et de savon limite les importations de ces produits avec une incidence positive sur la balance des paiements.

36. Le tourteau de coton joue un rôle important dans l'alimentation du cheptel.

37. Ces différents éléments montrent à suffisance la dépendance de l'économie malienne du coton et témoignent du coup l'intérêt affiché par le Gouvernement du Mali à la recherche de solution aux distorsions dont est sujet ce produit dans le commerce international. A cause des subventions (soutiens internes et subventions à l'exportation), le Mali, entre 1997 et 2002, a perdu en moyenne 30 millions de dollars par an soit environ 18 milliards de Fcfa sur ses recettes d'exportation de coton.

38. L'importance qu'occupe ce produit dans les exportations d'une part et dans l'économie nationale d'autre part oblige les responsables à la réorganisation de cette activité.

Ainsi, la Lettre de Politique de Développement du Secteur Coton (PDSC) a été adoptée par le Gouvernement le 06 juin 2001 et son plan d'action révisé le 05 novembre 2003. Ce plan a pour objectif général l'accroissement de la contribution de la filière coton au développement économique et social du pays. Ses objectifs spécifiques sont:

- assurer le financement et le bon déroulement de la campagne 2003/2004;
- assurer le bon fonctionnement de la CMDT pendant la période transitoire;
- réaliser la privatisation de la CMDT et de l'HUICOMA;
- assurer les fonctions essentielles d'accompagnement en vue de la libéralisation de la filière à terme;
- renforcer les capacités des producteurs pour un rôle accru dans la filière.

b) Élevage et pêche

39. L'élevage occupe une place importante dans notre économie. Le bétail est le troisième produit d'exportation après l'or et le coton. 70% de la surface du territoire se prêtent à l'élevage. Cette activité fait vivre 30% de la population. Le cheptel est composé de bovins, d'ovins et caprins, de camelin, d'équins, de porcins et de volaille.

40. Le Mali exporte des animaux sur pied vers les pays voisins au lieu de la viande. Le manque d'infrastructures de transformation, de transport explique cette situation qui empêche au pays de tirer meilleur profit de son cheptel.

41. Sur les marchés de la sous région, la viande sahélienne se trouve confronté à la concurrence de la viande subventionnée européenne et sud américaine qui affecte considérablement sa compétitivité.

42. Depuis l'indépendance jusqu'aux années 1970, la pêche occupait une place de choix dans les exportations du Mali. Elle a connu un recul suite aux années de sécheresse à répétition. Aujourd'hui avec une production annuelle estimée à 100.000 tonnes, elle suscite un regain d'intérêt des autorités avec l'organisation de la journée de la pêche présidée par le Chef de l'État en personne.

2) SECTEUR INDUSTRIEL

43. Le secteur industriel est l'un des maillons faibles de notre économie. Conformément à la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, la politique d'industrialisation que l'État envisage de mettre en place sera axée sur l'augmentation rapide de la contribution de ce secteur à la

croissance économique. L'objectif d'ici 2007 est de porter les emplois industriels de 14.000 à 30.000 et l'augmentation de la part du secteur industriel dans le PIB de 8% à 12 %. De façon générale, les actions visent à promouvoir l'industrialisation et à accroître la production industrielle, tout en renforçant la compétitivité des entreprises et en diversifiant les pôles de développement industriel.

44. La stratégie adoptée est de promouvoir le développement des PME/PMI porteuses de croissance et créatrices d'emplois dans les secteurs où le pays dispose d'avantages comparatifs notamment l'agro-industrie et les textiles. Une unité de filature FITINA-SA a ouvert ses portes le 21 février 2004. L'ITEMA qui était à l'arrêt depuis plusieurs années est en phase de reprendre ses activités d'ici fin 2004.

45. Il existe au niveau de la Commission de l'UEMOA, un vaste programme régional d'industrialisation pour la transformation locale de 25% de la production de coton fibre d'ici l'horizon 2010. La réalisation de ce programme contribuera à l'augmentation de l'apport du secteur industriel en général à la création de richesse et d'emplois dans la sous région ouest africaine.

46. L'État projette la diversification de tissu industriel en donnant la priorité au bien durable. Toutefois, cela nécessite au préalable la mise en place d'un programme de formation professionnelle et le renforcement des infrastructures de base y compris l'aménagement des zones industrielles.

47. Les objectifs spécifiques de la politique industrielle du gouvernement visent:

- le développement du sous secteur textile avec la création d'au moins quatre unités de filature afin de porter le taux de transformation de coton fibre à environ 8% contre seulement 0,8% actuellement sur une période de 5 ans allant de 2002 à 2007;
- la concrétisation du projet industriel de production de sucre afin de créer un nouveau pool de développement industriel dans le pays et de couvrir au moins les besoins nationaux;
- la relance de la production de ciment, de chaux et de marbre sur le site de Diamou.

3) SECTEUR MINIER

48. Troisième producteur d'or après l'Afrique du Sud et le Ghana, le Mali a réalisé au cours des cinq dernières années des performances remarquables. Du reste, au cours de l'année 2002, avec la mise en place de nouvelles mines d'or, Sadiola (1997), Morila (2000), Yatela (2001), la part de l'activité minière de 1998 à 2002 est passée de 6,3 à 15,1% du PIB. Pendant la même période, la production d'or est passée de 20,5 à 63,7 tonnes. Cette forte croissance de l'activité minière n'a pas eu d'effet d'entraînement important sur le reste de l'économie.

49. Pour la période 2003-2007, l'État envisage l'aménagement des petites et moyennes exploitations minières à Tabakoto, Ségala, Loulo etc. le potentiel de ces sites est estimé à 125 tonnes d'or. Le plan d'action de l'État prévoit des mesures visant à consolider l'apport de ce métal qui représente depuis 1999 le premier produit d'exportation.

50. L'État envisage également de développer et de diversifier les ressources minières en améliorant l'environnement réglementaire du secteur. Il prévoit d'entreprendre des travaux de recherche pétrolière, de mettre en place un mécanisme régulier de suivi, de contrôle et d'évaluation des activités et projets miniers et pétroliers, d'encadrer et d'organiser l'artisanat minier et de renforcer

la capacité des acteurs. L'État se fixe en plus comme tâche d'identifier les causes des phénomènes géologiques existant en certains endroits du pays, d'assainir le marché des hydrocarbures.

51. En plus de l'or et du pétrole, l'État s'engage à entreprendre des recherches sur les métaux de base (le cuivre, le plomb, le zinc, le nickel), les minéraux industriels (la chaux, les argiles, les phosphates et le gypse), les matériaux de construction (les argiles, les marbres) et les pierres précieuses. Il sera procédé aussi à l'adoption d'un code pétrolier.

4) SECTEUR TOURISTIQUE

52. Le Mali a un grand potentiel touristique notamment le tourisme de loisirs à destination du Pays Dogon, Tombouctou, Djenné, Gao, Mopti, Ségou, Sikasso, Kayes, Kidal. Le tourisme est la première source de recettes d'exportations des services évaluées 49,085 milliards de Fcfa soit environ 90 Millions de dollars.

53. Ce potentiel est difficilement exploitable en raison de la faiblesse des infrastructures de communication et d'accueil, du manque de professionnalisme des acteurs concernés, du coût du transport international à destination du Mali ainsi que des difficultés liées au système de transport domestique, qu'il soit terrestre, fluvial ou aérien.

54. Le Mali a accueilli en 2001, 94.300 touristes; 95.851 en 2002 et 97.346 en 2003. Le nombre de nuitées est passé de 115.160 touristes en 2002 à 196.118 en 2003. D'une façon générale, 60% des touristes de loisirs visitent le Pays Dogon, Tombouctou, Djenné, Mopti et Gao; 10% la région de Sikasso; 7% celle de Ségou; 2% en direction de Kayes et 1% la région de Kidal.

55. 25% des touristes d'affaires visitent Bamako et ses environs, Sélingué et le pays Mandingue etc.

56. Afin de privilégier le développement du secteur du Tourisme, le Gouvernement a adopté le 3 Juin 2002 la loi N°02- 015 du 03 Juin 2002 qui offre des avantages spéciaux aux entreprises touristiques tels que:

- l'exonération de la patente;
- l'exonération de la taxe sur les bénéfices commerciaux;
- l'exonération des droits de douanes sur les équipements.

57. Outre cette disposition, l'environnement institutionnel et réglementaire en faveur du tourisme a été marqué par l'adoption de différents décrets tels que:

- le Décret N°96-128 P- RM du 18 Avril 1996 portant réglementation de l'agrément et de l'exploitation des établissements de tourisme;
- le Décret N°96-144 P- RM du 03 Mai 1996 fixant les conditions d'exercice des professions d'organiseurs de voyages et de séjours;
- le Décret N°96-030 P- RM du 25 Janvier 1996 fixant les formalités administratives de création d'entreprises;
- le Décret N°96-129 P- RM du 18 Avril 1996 fixant les conditions d'exercice de la profession de guide de tourisme.

58. L'aménagement des sites d'intérêts touristiques, la Promotion Extérieure (participation aux manifestations internationales: Foires, Salons, Conférences et autres Rencontres professionnelles), l'appui au Secteur de l'Hôtellerie et de la Restauration, l'appui aux Agences de Voyages, la formation du personnel de l'Administration, du secteur privé y compris des guides du Tourisme, sont les engagements spécifiques principaux du Mali au titre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS).

59. Dans le cadre du tourisme, l'État a élaboré un plan d'action qui vise la promotion des produits artisanaux en vue de leur écoulement sur le marché national et international. Ce plan vise également la diversification des activités et la mise en place d'un système fiable de collecte et de traitement des données statistiques.

60. L'objectif que se fixe le gouvernement est d'accroître considérablement la fréquentation de la destination Mali d'ici à l'an 2007. Cela doit passer par la mise en place d'un plan d'orientation stratégique de développement en cours d'élaboration dont les objectifs seront:

- diversifier et consolider la qualité de l'offre;
- développer la formation professionnelle;
- encourager l'initiative et les investissements privés nationaux et étrangers;
- développer la coopération du secteur privé et la collaboration avec les autres partenaires;
- renforcer la structure administrative en charge du tourisme etc.

5) SECTEUR DE L'ENERGIE

61. Le gouvernement a mis en concession le service public d'électricité et d'eau. Cette concession comporte un programme d'extension du réseau de distribution interconnecté jusqu'à Sikasso en passant par le bassin rizicole de l'Office du Niger. Cette extension permettra l'interconnexion avec la Côte d'Ivoire, ce qui s'inscrit dans le cadre du programme d'échange énergétique de la CEDEAO.

62. L'objectif visé à travers cette politique d'extension des capacités est de porter le taux de desserte de la population en électricité de 8 à 20% en 2007 et d'œuvrer dans le sens de la réduction rapide des tarifs d'eau et d'électricité.

63. Pour les populations situées en dehors du tracé électrique, les énergies dites nouvelles et renouvelables seront développées pour leur besoin. La stratégie sera basée sur la promotion et la diffusion des technologies solaire, éolienne et de biomasse. Le gouvernement a institué une agence spécialisée pour le développement de l'énergie domestique et de l'électrification rurale.

64. Dans le sous secteur des hydrocarbures, le défi réside dans le développement des capacités de stockage et la diversification des sources d'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

65. Concernant le secteur eau, outre le programme d'investissement prévu dans le cadre de la concession, la politique gouvernementale en la matière en chantier depuis 2000 a pour objectif de permettre au plus grand nombre de maliens d'avoir accès à l'eau potable et de vivre dans un environnement assaini. Il doit être matérialisé à l'horizon 2007, par la mise de l'eau à la disposition de tous les centres de plus de 2.000 habitants par la réalisation d'adduction d'eau.

66. La politique dans le secteur de l'eau portera également sur le suivi et la protection environnementale des ressources en eau du pays.

6) SECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

67. Le secteur de la communication écrite et audiovisuelle a connu une véritable explosion après les événements de mars 1991. Nous enregistrons aujourd'hui une multitude de journaux, de radios rurales et privées. Cette situation hisse notre pays au rang de pays pilote dans la sous-région.

68. Le Gouvernement s'attache à consolider ces acquis considérables. En matière de communication audiovisuelle, la politique prévue pour les cinq prochaines années vise l'extension des réseaux de diffusion TV- FM à l'ensemble du territoire national. Dans le domaine postal, l'objectif recherché est de poursuivre la consolidation et la modernisation de l'Office National des Postes grâce aux nouvelles Technologies de l'information, pour le maintien du service public, tout en adaptant le cadre réglementaire actuel à l'environnement national et international.

69. Les télécommunications constituent un domaine dans lequel le Mali tient difficilement la comparaison par rapport aux pays de la sous-région. Notre handicap se situe aussi bien dans la faiblesse de l'accès du plus grand nombre aux différents types de technologies de la communication que dans le coût d'usage de ces services.

70. Notre objectif sera d'assurer l'accès des ménages et des entreprises aux services de communication de qualité et à des tarifs compétitifs y compris dans les zones rurales. A l'horizon 2007, toutes les localités de plus de 5 000 habitants devraient être raccordées au réseau téléphonique.

71. Déjà en 2003, les effets positifs de la nouvelle politique sectorielle des télécommunications se sont faits sentir sur les prix, l'offre et le développement des télécommunications au Mali.

72. L'ouverture du capital de la Société des télécommunications du Mali (SOTELMA) est en cours. L'objectif est de trouver un partenaire de référence, qui aura en charge la mobilisation des ressources nécessaires au développement de cette société. Outre la SOTELMA, une autre société, IKATEL, est installée au Mali depuis 2002 et est opérationnelle dans le cadre de la téléphonie mobile. Le cahier de charge de cette société prévoit aussi le téléphone fixe.

73. Les Nouvelles technologies de l'information constituent une opportunité pour notre pays aussi bien pour l'Administration, les collectivités décentralisées que pour les entreprises compte tenu de l'étendue du territoire et de son enclavement.

7) SECTEUR DES TRANSPORTS

74. Les infrastructures de transport demeurent encore très faibles au regard de l'immense besoin que représente l'évacuation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mali des produits agricoles et industriels.

75. La politique du gouvernement en matière de transport routier consiste à accélérer l'aménagement des routes principales et des pistes agricoles pour constituer un réseau interconnecté reliant les centres de production aux marchés nationaux et sous-régionaux. Les objectifs spécifiques dans ce domaine porteront sur la poursuite du désenclavement intérieur. Des actions sont en cours pour relier le pays avec tous les ports des pays voisins.

76. Pour les transports ferroviaire et aérien, les réformes entreprises concernent: la mise en concession du Chemin de Fer (effective depuis septembre 2003); la cession de la gestion des Aéroports du Mali (ADM) à un concessionnaire privé (en cours); et l'institution des mécanismes de financement de l'entretien routier par les usagers à travers un système de péage.

77. Dans le cadre du transport fluvial, l'accent sera mis sur l'amélioration de la navigabilité du fleuve Niger, notamment à travers les travaux de dragage, l'aménagement de ports, quais et l'acquisition de moyens de navigation.

8) SECTEUR DE L'ARTISANAT

78. L'importance de l'artisanat est bien perçue en tant que pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses nationales, capable donc de contribuer pleinement au développement socio-économique; à titre indicatif, il contribue à hauteur de 10 à 20% du PIB, emploie de 100 000 à plus de 500 000 personnes, contribue à la formation de 54 000 à 114 000 apprentis et offre un large éventail de métiers dont le nombre varie de 91 à 171 au Mali, (source UEMOA).

79. Au Mali, le secteur de l'artisanat est considéré comme un pôle de croissance et une priorité dans la recherche des voies et moyens pour réaliser les objectifs nationaux dans la réduction de la pauvreté.

80. Dans le souci d'améliorer sa contribution dans le PIB, dès 1993, le Gouvernement du Mali, grâce à un appui du PNUD a commandité une étude, réalisée par le CCI (Genève) dont le thème était « Développement de l'Artisanat par l'Exportation ».

81. Aujourd'hui, il existe une urgence de mise en synergie entre toutes les politiques économiques et celle de l'artisanat.

82. Toutes ces politiques économiques et financières créent un environnement favorable à la mobilisation des initiatives et des opportunités pour l'éclosion des entreprises artisanales, fondement des industries.

83. Dès et déjà, le Mali a intégré le Système d'Informations sous Régional sur l'Artisanat (SIRA) proposé par l'UEMOA.

84. Sous l'égide du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme grâce à un appui technique et financier du BIT, le Gouvernement va se doter prochainement d'un Schéma Directeur de l'Artisanat.

9) SECTEUR DE LA CULTURE

85. Capitalisant plusieurs siècles de culture musicale vivace, le Mali a accumulé un riche héritage musical, lui offrant un grand potentiel économique. Le développement de l'industrie de la musique peut avoir d'importantes implications sur la balance des paiements du pays, tant pour l'exportation que pour l'investissement.

86. Toutefois, cette industrie musicale nécessite beaucoup de réglages internes afin qu'elle puisse se développer. Pour mieux cerner tous ces problèmes, il a été créé depuis 1984 le Bureau Malien des Droits d'Auteurs (BUMDA) dont les textes de création et de fonctionnement sont présentement en relecture au niveau des différents partenaires (Producteurs, artistes, éditeurs etc). Le retard dans la révision semble être attribué à l'inexécution de la promesse des programmes d'assistance promis par l'OMPI au BUMDA.

87. Entre temps, les fonctions d'observations et de surveillance des activités de propriétés intellectuelles au Mali relèvent de la compétence à la fois du Bureau Malien du Droit d'Auteur (pour la propriété littéraire et artistique) et du Centre Malien de Propriété Industrielle (pour la propriété industrielle).

B) ANALYSE DU CADRE DE FORMULATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES PRATIQUES COMMERCIALES

OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET SPÉCIFIQUES DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

88. Les objectifs de la politique commerciale du Mali, s'inscrivent dans l'objectif économique global du pays: création d'emplois, accroissement du niveau de vie par une augmentation durable du taux de croissance économique et affectation plus efficiente des ressources.

89. Les efforts entrepris depuis les années 1980 par les autorités maliennes en vue de libéraliser l'économie nationale se sont poursuivis. Ils se sont traduits par une simplification du cadre législatif et réglementaire.

90. Dans la poursuite de cette oeuvre, les barrières tarifaires et non tarifaires ont été supprimées dans le cadre des mesures de libéralisation adoptées par l'OMC. Ces acquis seront préservés et consolidés pour une meilleure participation aux activités sous régionales, régionales et internationales.

91. Les objectifs et les actions spécifiques poursuivis par cette politique commerciale visent entre autres:

- l'augmentation de nos capacités d'exportation à travers une politique de diversification de nos produits à l'exportation;
- l'amélioration de l'accès aux marchés pour nos produits et veiller au respect des engagements pris dans le cadre du commerce multilatéral;
- la régulation et l'assainissement des marchés par une plus grande clarification des fonctions et rôle des acteurs;
- l'exploitation au mieux des avantages offerts par le commerce international (l'assistance technique).

92. L'élaboration de la politique commerciale du Mali relève des structures de l'administration avec une participation des structures du secteur privé et des organisations non gouvernementales.

93. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce est chargé de la conception, de l'évaluation et de la mise en application de la politique commerciale et industrielle. Il est assisté dans cette mission par son homologue de l'économie et des finances qui a sous sa responsabilité entre autres le service de la douane.

94. Il peut à tout moment s'adjoindre la compétence de toute structure de la nation impliquée dans la politique commerciale du pays.

95. Sous l'autorité du Ministre de l'Industrie et du Commerce se trouve la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, service technique chargé de l'élaboration, de l'application et du suivi de la politique commerciale.

LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

96. Les principaux instruments de la politique commerciale du Mali sont le code de commerce et le tarif. D'autres mesures sont également prévues pour réglementer le commerce.

Mesures législatives et réglementairesCommerce intérieur et extérieur

97. Le code de commerce adopté par la Loi n°92-002 du 27 août 1992 reste le texte de référence. Il régit le commerce, les activités commerciales et le cadre institutionnel dans lequel ils s'exercent en République du Mali.

98. Il a été modifié par la loi n° 01-042 / AN-RM du 07 juin 2001 qui précise que l'exercice des activités commerciales pour les personnes étrangères physiques ou morales n'est pas soumis à l'agrément préalable du ministre chargé du commerce.

99. Toutefois, l'exercice de certaines activités commerciales peut être soumis à l'octroi d'un agrément sans considération de nationalité, par arrêté du ministre chargé du commerce ou par décret pris en Conseil des Ministres.

100. En Afrique, les dispositions relatives aux droits des affaires des différents pays sont uniformisées par les textes "Actes uniformes" de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires (OHADA).

101. Depuis 2000, sept Actes uniformes de l'OHADA sont progressivement entrés en vigueur au Mali. Ainsi, compte tenu de leur primauté sur la législation nationale, ils ont remplacé toutes les dispositions similaires ou contraires du code du commerce.

102. Des travaux ont été entrepris pour harmoniser le code du commerce avec les Actes uniformes de l'OHADA pour en faire un document unique facile à exploiter pour les utilisateurs

103. Le Mali, dans le cadre des recommandations issues de l'examen de politique commerciale de 1998, notamment la mise en harmonie de notre réglementation nationale sur le commerce avec les accords de l'OMC, s'est doté du Décret 00-505 /P-RM du Oct. 2000 portant réglementation du commerce extérieur en remplacement du Décret 89-194 / P-RM du 15 juin 1989..

104. Depuis 1989, le commerce extérieur comprend deux régimes: le régime des échanges commerciaux libérés et le régime de prohibition.

105. La prohibition peut être restrictive ou absolue.

106. Toutefois, le Gouvernement peut soumettre l'importation ou l'exportation de certaines marchandises à d'autres dispositions particulières entre autres pour des raisons:

- ✓ de santé, de sécurité ou de morale publique;
- ✓ de défense des intérêts des consommateurs;
- ✓ de protection de la propriété industrielle ou commerciale;
- ✓ de protection de l'origine et de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique;

107. Sont habilitées à effectuer au Mali les opérations de commerce extérieur les personnes physiques ou morales inscrites au registre du commerce et de crédit mobilier, disposant d'une carte d'identification fiscale et d'une patente en cours de validité.

108. Les opérations du commerce extérieur sont simplifiées et regroupées au niveau d'un seul bureau appelé "guichet unique" du commerce extérieur où sont représentés les structures impliquées dans l'accomplissement des formalités du commerce extérieur: la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, la Direction Nationale du le Trésor et de la Comptabilité Publique, le Conseil National du Patronat du Mali, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, la société d'Inspection avant expédition des marchandises.

109. Les opérations d'importation et d'exportation s'effectuent à travers un document appelé intention d'importation ou intention d'exportation dont la délivrance est automatique et se fait dans un délai maximum de 24 heures.

110. Il a été institué un Programme de Vérification des Importations depuis 1989 qui donne mandat à une société d'inspection avant expédition de procéder au contrôle des marchandises avant leur embarquement à destination du Mali.

111. Les principaux objectifs visés par le programme de vérification des importations (PVI) sont:

- la bonne maîtrise des flux des échanges extérieurs;
- la sécurisation des recettes douanières;
- la protection des consommateurs et des intérêts des opérateurs économiques.

La politique de la concurrence

112. Le Mali a opté pour la politique de la libéralisation qui concerne entre autres : la liberté d'entreprendre, la liberté des prix et de la concurrence, la libéralisation des échanges commerciaux.

113. Cette politique a conduit l'État à recentrer ses activités et développer son rôle de régulateur et d'arbitre notamment dans les domaines du droit de la concurrence pour instaurer une concurrence saine et loyale et rendre le marché plus transparent.

114. L'Ordonnance N°92-021 / P-CTSP du 13 avril 1992 instituant la liberté des prix et de la concurrence, en vigueur depuis 1992 a entièrement libéralisé les prix et instauré la compétition. Elle détermine et sanctionne les abus et les pratiques restrictives à la concurrence.

115. La législation de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) relative aux pratiques anticoncurrentielles est entrée en vigueur au Mali depuis janvier 2003. Elle complète la législation nationale qui traite des pratiques de concurrence déloyale.

La fiscalité intérieure

116. La simplification et la modernisation des procédures ont contribué à améliorer la maîtrise de l'assiette. L'instauration d'un impôt synthétique et l'uniformisation de la TVA qui a remplacé l'IAS (Impôt sur les Affaires et Services) dans l'espace communautaire UEMOA sont les traits caractéristiques en matière de fiscalité intérieure.

117. La taxe Conjoncturelle d'Importation (TCI) est appliquée à titre exceptionnel à un seul produit: le sucre.

118. L'arrêté n° 2034 /MEF-SG du 16 septembre 2003 a institué des valeurs de référence sur certains produits dont les farines de froment et de méteil, les pâtes alimentaires, les tissus de coton (teints, blanchis, imprimés) etc..

119. Il existe au niveau de la Commission de l'UEMOA un code antidumping et un code de sauvegarde qui ne sont pas encore entrés en vigueur.

Mesures tarifaires

120. Le Tarif Extérieur Commun (TEC), en vigueur depuis janvier 2000 au sein de l'UEMOA reste l'outil de référence.

121. Dans le cadre des échanges multilatéraux, le Mali a procédé à la consolidation des droits de douane conformément aux dispositions de l'OMC. Toutefois, le niveau des droits appliqués reste en deçà des droits consolidés.

LES ACCORDS CADRES DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Les accords commerciaux bilatéraux

122. Depuis l'entrée en vigueur du traité de l'UEMOA, les accords commerciaux bilatéraux signés par chaque pays membre de l'Union avec un pays tiers sont devenus caducs. Seule la Commission de l'UEMOA est compétente à signer les accords de commerce et d'investissement avec les pays tiers.

123. Un accord non préférentiel relatif au développement des relations de commerce et d'investissement entre les États-Unis d'Amérique et l'UEMOA a été signé le 24 avril 2002. D'autres accords sont en cours de préparation avec l'Algérie, l'Égypte, le Liban, le Maroc et la Tunisie.

Les accords commerciaux régionaux

124. Le Mali est membre de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la CEN-SAD. Ces accords visent une intégration des économies de leurs membres pour créer un environnement propice au développement des échanges commerciaux.

125. L'UEMOA a fait des progrès remarquables dans la libéralisation des échanges commerciaux. Le régime préférentiel accorde la franchise aux produits du crû et aux produits de l'artisanat traditionnel originaires de l'Union depuis 1996 et aux produits industriels originaires agréés depuis 2000.

126. Les produits non originaires sont soumis au TEC sur la base d'une nomenclature tarifaire et statistique commune et un régime commun de valeur en douane de marchandise.

127. Des droits supplémentaires sont en vigueur avec une redevance statistique (RS) et un prélèvement communautaire de solidarité (PCS). Le PCS permet d'alimenter le fonds de compensation des moins values des recettes douanières. Ce système prend fin en 2006.

128. Au niveau de la CEDEAO, ces mêmes avantages sont accordés aux produits du crû, aux produits de l'artisanat traditionnel et aux produits industriels originaires de la communauté.

129. Le Mali est partie prenante de l'Accord de partenariat ACP/ UE conclu entre les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifiques (ACP) et l'UE. Il a été signé en juin 2000 à Cotonou (Bénin), d'où l'appellation « Accord de Cotonou ».

130. Le Mali, en tant que pays ACP et PMA, bénéficie de l'accord préférentiel non réciproque qui permet à ces produits d'exportation, l'accès sans tarif et sans limitation de quota au marché de l'UE. Il couvre tout sauf les armes. Cette préférence sera maintenue jusqu'au 31 décembre 2007. A partir de 2008, un Accord de Partenariat Economique (APE) remplacera certainement le précédent. Les négociations sont en cours entre le groupe Afrique de l'Ouest et l'UE.

131. Le Mali est également membre du traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique de Droit des Affaires (OHADA), de l'Union Africaine, de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Banque Ouest Afrique de Développement (BOAD), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Organisation de la Conférence Islamique.

Les accords commerciaux multilatéraux

132. Le Mali est membre originel de l'OMC depuis le 31 mai 1995. Au sein de cette organisation le statut de PMA lui est reconnu. Le Mali a pris des engagements dans tous les accords multilatéraux de l'OMC. Pour les accords plurilatéraux par contre, il n'a pas fait d'engagement.

1) ENGAGEMENTS DU MALI A L'OMC

a) Commerce des marchandises

133. Au moment de son adhésion à l'OMC, le Mali a consolidé au taux plafond de 60% le droit de douane de l'ensemble des produits agricoles cités à l'annexe de l'Accord sur l'agriculture. Les produits des chapitres 44, 81 et 92 du système harmonisé ont été également consolidés au même taux. Les autres impositions et taxes sur les importations de ces produits ont été consolidées à 50%. Le Gouvernement du Mali a soumis ses données tarifaires à la base des données intégrées (IDB) en 1999 et en 2003.

134. En application du règlement n°5/99/CM/UEMOA du 06 août 1999 relatif à la détermination de la valeur en douane des marchandises importées, le Mali a pris des dispositions pour la mise en œuvre de la valeur transactionnelle par l'adoption de l'Arrêté N° 2582 /MEF-SG du 31 Déc. 2002 portant modalité de détermination de la Valeur en Douane des marchandises importées. Ce texte est entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2004.

b) Commerce des services

135. Les engagements du Mali en matière de commerce de service porte sur les activités liées au tourisme et à l'enseignement des adultes.

c) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

136. Le Mali est signataire de l'Accord de Bangui révisé portant création de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI). Il a enregistré au titre de cet accord:

- en 2002: 6 brevets d'invention, 27 marques de produits et de service, 23 noms commerciaux et 5 dessins et Modèles industriels.
- en 2003: 10 brevets d'invention, 34 marques de produits et de service, 25 noms commerciaux et 17 dessins et Modèles industriels.

Concernant les droits d'Auteurs, les textes sont en relecture.

2) LES OBLIGATIONS**a) Notifications**

137. Conformément aux dispositions de l'OMC, le Mali procède aux différentes notifications requises. Toutefois, il rencontre des difficultés réelles pour accomplir cette obligation. Ces difficultés sont liées d'une part aux contraintes dans la collecte et le traitement de l'information et d'autre part à l'insuffisance dans la formation de ressources humaines en charge de la préparation de ces notifications.

b) Examen de politique commerciale

138. Le Mali participe aujourd'hui à son second examen de politique commerciale. La première a eu lieu en 1998 et depuis le contexte économique et commercial a subi de changements notables.

3) PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE L'OMC

139. Le Mali a ouvert une mission permanente à Genève en 2002 et participe régulièrement aux négociations commerciales à l'OMC. Il a été présent à toutes les conférences ministérielles de cette organisation notamment à Cancun où avec d'autres pays africains producteurs de coton, il a dénoncé les subventions sur le coton pratiquées par certains pays développés. Ses positions de négociation s'harmonisent avec celles des pays du groupe africain, des ACP et des PMA.

140. Le Mali participe aux séminaires, ateliers et aux cours de politiques commerciales organisés par l'OMC à l'intention des pays membres.

ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE

141. Le Mali, PMA au sein de l'OMC, entend exploiter au mieux l'assistance technique qui lui est fournie pour mieux s'insérer dans le système commercial multilatéral.

142. Le constat aujourd'hui est la faiblesse de la capacité des ressources humaines et des moyens de production. Cela constitue un handicap pour la compréhension des accords de l'OMC en vue de mieux se préparer et affronter les négociations commerciales, régionales et internationales. Cette situation limite également les possibilités de l'offre exportable.

143. A la conférence ministérielle de l'OMC à Singapour, il a été fait le constat de la faible participation des pays en développement au commerce international. Les pays développés à travers le cadre intégré piloté par le CCI, l'OMC, la CNUCED, La Banque Mondiale, le PNUD et le FMI ont pris l'initiative d'appuyer les pays en développement membres et ceux d'Afrique en particulier pour améliorer l'accès aux marchés de leurs produits, renforcer leur capacité de production et les ressources humaines et institutionnelles.

144. Le Mali participe à la seconde phase du cadre intégré. Il est également retenu dans le Programme Conjoint d'Assistance Technique liée au Commerce (JITAP). Ces initiatives constituent des opportunités sûres pour favoriser l'intégration de notre pays dans le système commercial multilatéral.

145. Pour s'acquitter de ses engagements et des ses obligations et participer pleinement aux activités de l'OMC et des autres organisations de développement sous régionales et régionales, le Mali a procédé à la création des organes et institutions suivants:

- Décision N°10 /MICA-SG du 27 mars 1998, portant création d'une Commission Nationale de Suivi des Accords de l'OMC et des Relations avec la CNUCED;
- Décision N°16 /MICA-SG du 4 avril 1998, portant création d'une Cellule de Suivi des Accords de l'OMC et des Relations avec la CNUCED;
- Décret N°03 294../ PM-RM du 22 juillet 2003 portant création du Comité interministériel de Suivi et du Comité de Pilotage du Cadre Intégré du Commerce;
- Décision N°30/ MIC-SG du 3 juin 2003 portant création du Comité de Pilotage du Programme Intégré Conjoint d'Assistance Technique (JITAP) du Ministre de l'Industrie et du Commerce;

146. Le Mali depuis octobre 2000 est éligible à la Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA). Il a obtenu le visa pour les textiles en décembre 2003. L'AGOA rentre dans le cadre des préférences tarifaires non réciproques et a pour objectif de promouvoir la croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne, d'encourager le commerce et les investissements entre les États-Unis d'Amérique et les pays de l'Afrique Subsaharienne.

IV. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

147. Le Mali est très ouvert au reste du monde sur le plan commercial. Il reste attaché au système commercial multilatéral et considère le commerce comme un facteur de croissance durable.

148. Sa volonté est d'améliorer sa participation au commerce international. Pour cela, il vise:

- le renforcement de la capacité de ses ressources humaines par la formation des acteurs nationaux du commerce;
- l'augmentation de son offre exportable dans les domaines du commerce des marchandises et des services;
- la protection de la propriété intellectuelle nationale et du savoir faire traditionnel.

149. Pour atteindre ces objectifs, le Mali, dans le cadre de la coopération avec ses partenaires commerciaux multilatéraux et avec l'OMC, souhaite:

- le renforcement de la coopération technique à travers des ateliers et des séminaires nationaux et régionaux pour une meilleure compréhension des accords commerciaux multilatéraux;
- la mise en œuvre du cadre intégré pour augmenter et diversifier ses offres de marchandises et de services;
- la mise en œuvre des accords de l'OMC et une plus grande justice dans les échanges commerciaux internationaux par l'élimination des mauvaises pratiques commerciales notamment l'utilisation des subventions et les obstacles techniques au commerce non justifiés.

V. CONCLUSION

150. Le Mali est engagé dans l'instauration d'une économie libérale. Il a procédé à de nombreuses réformes pour créer un environnement favorable au développement de l'initiative privée et de l'ouverture de son économie sur l'extérieur.

151. Au plan national, les reformes politiques ont permis l'instauration d'un pouvoir démocratique accompagné d'une décentralisation impliquant de plus en plus les collectivités locales dans la prise de décision au niveau national.

152. La réforme judiciaire en cours permet de sécuriser le cadre des affaires.

153. Les reformes des différents secteurs de l'économie, menées seul ou de concert avec les partenaires sous-régionaux ou régionaux visent à asseoir une économie performante et compétitive.

154. La capacité de l'offre exportable est demeurée faible et peu diversifiée. Le principal produit d'exportation du Mali "le coton" reste confronté aux subventions agricoles des pays riches aggravant du coup la marginalisation de notre pays dans le système commercial multilatéral.

155. Une juste rémunération des efforts des PMA dont le Mali s'avère nécessaire pour garantir l'équité que prône l'Organisation.

156. Le Mali compte sur l'assistance technique des ses partenaires bilatéraux et multilatéraux pour, une bonne maîtrise des mécanismes et des règles du système commercial multilatéral, l'amélioration de sa capacité de production et l'application correcte des accords commerciaux multilatéraux.

157. Il fonde un espoir certain sur le Cadre Intégré et le JITAP susceptibles de contribuer à sa plus grande insertion dans le commerce mondial.
